

REGARDS

ABANDONNER OU RÉINVESTIR L'EUROPE

Que choisir ?

Raymond Klein

La gauche et l'Europe. En situation de crise, il faut faire des choix courageux. Deux options incompatibles se présentent pour mener de nouvelles politiques progressistes.

Il faut dire oui à l'Europe. Comme d'habitude, c'est ce que les politiciens europhiles tels que Jean-Claude Juncker nous répéteront à l'occasion du Sommet de printemps des 28 et 29 juin. Ils évoqueront le caractère historique de la construction européenne et dénonceront ceux qui suggèrent que, face à la crise de l'euro, il vaudrait peut-être constater l'échec de l'entreprise. Or, au fil des mois que dure cette crise, l'intérêt public pour les solutions de type « Sortir de l'euro » s'accroît. Cela est moins dû à l'enthousiasme pour les alternatives proposées qu'à la probabilité croissante d'un éclatement de la zone euro, ainsi qu'au désenchantement face à des politiciens visiblement pas à la hauteur de ce qu'implique le caractère historique de la construction européenne et de sa crise.

Au lieu de cela, ils prétendent qu'il n'y a pas de crise de l'euro, mais une crise de quelques dettes souveraines - à traiter par une cure d'austérité. Accessoirement, ils rappellent qu'ils ont mis en place - après de longues tergiversations - un pacte assurant des politiques budgétaires « disciplinées » et un « mécanisme de stabilité européen ». Ce dernier vient d'ailleurs d'être adopté par le parlement luxembourgeois, seul l'ADR et Déi Lénk votant contre. Tout cela ne suffira pas, la spéculation continuera,

et l'absence d'une véritable solidarité et de volontarisme politique ne fera qu'aggraver la crise.

Sortie à gauche

Certes, à l'occasion du sommet, Manuel Barroso propose d'aller vers une union politique et budgétaire - ce qui sera sans doute rejeté par la France et l'Allemagne, l'une trop attachée à sa souveraineté, l'autre trop allergique à la solidarité budgétaire. Surtout, cette union politique n'est pas conçue comme un nouveau centre de gravité, autour duquel se détermineraient les orientations économiques et sociales à l'échelle continentale. Il s'agit essentiellement d'un plaquage démocratique conférant une apparence de légitimité aux abandons de souveraineté budgétaire, fiscale et sociale en faveur d'une technocratie attachée à l'orthodoxie économique libérale.

Quelle peut-être une approche de gauche ? Indéniablement, les politiques des petits pas et des compromis au dénominateur commun sont insuffisantes. Il paraît qu'on va mettre en place une union bancaire, donc un encadrement communautaire des banques, et bientôt, peut-être, des eurobonds... Des idées excellentes... en 2009, mais largement insuffisantes aujourd'hui. Sans rupture avec les dogmes libéraux et les institutions mal construites, une sortie de la crise par le haut et par la gauche n'est pas envisageable.

En simplifiant, il y a deux options de rupture : abandonner l'expérience européenne et mener, dans un maxi-



Reconstruire les
institutions ou revenir
habiter la vieille maison ?
Chantier dans le quartier
européen de Bruxelles.

mum de pays, des politiques libérées des dogmes libéraux dont les institutions actuelles sont imprégnées, ou bien transformer ces institutions en un cadre permettant de mener des politiques progressistes à une échelle supranationale. Les deux livres présentés sur la double page suivante défendent chacun l'une de ces options. Notons que la sortie de l'euro, défendue par Jacques Nikonoff, n'est pas forcément liée à l'introduction du socialisme relativement étatique favorisé par l'auteur, et qu'une fédéralisation progressiste, favorisée par Michel Aglietta, peut conduire à des politiques plus radicales que celles qu'il propose. Par contre, la question d'une solution de gauche à la crise européenne renvoie à la question du rôle de l'Europe dans les stratégies de gauche. Faut-il mettre en oeuvre la transformation sociale à partir des capacités de résolution, donc dans un cadre national, avec des mécanismes et des concepts démocratiques éprouvés ? Ou, au contraire, partir de l'échelle de nombreux problèmes de ce siècle, donc dans un cadre supranational, avec des mécanismes de gouvernance et une légitimité populaire à construire progressivement ?

Relocaliser ou fédérer ?

Clairement, la position de Nikonoff traduit le bilan désastreux que l'on peut tirer de la construction européenne à ce jour, avec notamment le tournant libéral des années 80 suivi de la polarisation autour d'un Traité constitutionnel trop libéral. La conclusion qu'il tire, comme de nombreuses

femmes et de nombreux hommes de gauche : en cas de doute, on opte pour la nation, plutôt que pour un cadre supranational qui n'a amené que des déceptions. « ... si l'Union européenne passe au fédéralisme (...) Quel magnifique cadeau serait fait aux classes dirigeantes européennes ! Car une telle fédération européenne, dans la configuration actuelle des forces politique et idéologique, ne laisse pas entrevoir une majorité de gauche parmi les Vingt-Sept. »

Mais nombreux sont aussi celles et ceux qui s'inquiètent que ce repli sur la « souveraineté populaire » ne conduise à une Europe dans laquelle les pays s'affronteraient ouvertement plutôt que de manière relativement civilisée dans le cadre des institutions actuelles. Les sujets de conflit ne disparaîtront pas avec la disparition de l'Europe libérale : attirer les capitaux, profiter du commerce international subsistant, contrôler les ressources naturelles, externaliser les problèmes écologiques.

Justement, les souverainistes font intervenir le paradigme de la relocalisation pour justifier le retour au cadre national - faisant abstraction des fortes variations entre les tailles des pays. Dans le chapitre sur la mondialisation, Nikonoff écrit : « La partie moins visible [de l'iceberg de la mondialisation] est constituée par l'externalisation de segments entiers du processus productif, notamment par la sous-traitance à l'étranger. Dans chaque groupe, les syndicats et les pouvoirs publics devront reconstruire un processus de production homogène territorialement. » Agliet-



PHOTO : RK

ta évoque également, au nom des contraintes écologiques, un « mode de développement inscrit dans les territoires », mais ce serait le produit d'une politique volontariste à l'échelle continentale. De toute façon, suivre l'adage de « penser global, agir local » est difficile à imaginer sans institutions à différentes échelles afin de coordonner, et le cas échéant imposer les actions nécessaires au développement durable global.

Au contraire de Nikonoff, Aglietta pense qu'une union monétaire pouvait marcher, mais que l'euro a été conçu comme « monnaie incomplète », à laquelle manque la « souveraineté », c'est-à-dire un volet politique développé. « Il faut le dire haut et fort : l'union fédérale des pays d'Europe est devenue indispensable pour résoudre la crise et pour sauvegarder le modèle social européen à travers les immenses transformations du monde des prochaines décennies. »

Mais le choix d'un fédéralisme progressiste pose aussi des problèmes. D'une part, il se démarque difficilement d'une partie des élites mainstream, qui, du moins dans leurs discours, sont favorables à plus d'Eu-

rope. Ensuite, fonder une fédération européenne représente un saut dans le vide. Il n'y a guère d'espace de débat public ni de société civile européens, certains pays membres sont très réticents à la voie fédéraliste et les élites nationales y sont mal préparées. A cause des différences culturelles et linguistiques, il sera difficile de rendre effectif le contrôle démocratique des institutions.

N'oublions pas cependant qu'un autre continent a suivi cette voie avec succès au 19^e siècle, alors que les conditions de départ n'étaient pas forcément plus favorables. Il est vrai que les Etats-Unis d'Amérique, avant de se constituer en un véritable pays, ont traversé bien des difficultés, et même une guerre civile. A contempler les constellations politiques européennes actuelles, on se dit qu'une éventuelle transition vers des Etats-Unis d'Europe ne sera pas non plus « de la tarte ».

THEMA

Eclatement ou fédération ?

Face à la crise de l'euro, le choix n'est pas seulement entre la politique des petits pas, soutenue par la social-démocratie, et la sortie du carcan de l'euro et du projet euro-libéral, réclamée par une frange radicale de la gauche. Le livre de Michel Aglietta, publié en début d'année, esquisse une autre option : celle d'un fédéralisme européen au service de politiques de gauche.

L'auteur est un des fondateurs de la théorie de la régulation, une école d'économie alternative qui rejette notamment le dogme libéral d'une économie autonome par rapport à la réalité sociale et politique. Ses travaux sur l'économie monétaire internationale l'ont amené à critiquer la théorie et la pratique de la mondialisation financière libérale, sans pour autant rejeter clairement, comme une partie des régulationnistes, le capitalisme financier.

A la lecture du livre de Michel Aglietta, on sera surpris par les nombreux points d'accord avec Jacques Nikonoff. Ainsi, Aglietta relève que l'introduction de l'euro a renforcé les déséquilibres au sein de l'Europe et qu'il est absurde que la Banque centrale européenne ne recherche que la stabilité monétaire et soit indépendante de la politique. Concernant le traitement de la crise par l'Union européenne, il dénonce l'influence néfaste de l'Allemagne et estime que « la méthode des petits pas dans le carcan de l'immuabilité des principes » n'a mené nulle part.

Plus inattendu encore, Aglietta envisage l'hypothèse d'une sortie de la Grèce, et l'y incite quasiment : « ... on peut considérer globalement qu'un tel pari serait dans son intérêt, du moins si toute alternative positive reste bouchée au sein de la zone euro. » L'austérité plutôt qu'un plan Marshall étant à l'ordre du jour à Bruxelles, Aglietta estime que cela pourrait même faire des émules.

Pourtant, Aglietta estime que la meilleure manière de sortir de la crise par le haut serait de la résoudre à l'échelle européenne. Dans un premier temps, il faudrait jeter par dessus bord les dogmes de la politique monétariste et les programmes d'austérité. A la place, une fédéralisation des institutions européennes devrait permettre de mener une politique monétaire au service de la croissance et une politique industrielle au service de l'équilibre entre les régions. Aglietta évoque une union budgétaire, actuellement en discussion, mais pour lui il s'agit de substituer ainsi une instance politique pragmatique aux règles et limites dogmatiques imposées par le pacte budgétaire. En passant, il conseille aussi « un minimum d'harmonisation fiscale, qui passera par la suppression des places offshore au sein même de la zone euro (Luxembourg et Irlande) ».

Le projet industriel européen brossé dans le livre tente également d'intégrer le défi écologique, avec la mise en place d'un Fonds vert pour permettre les investissements conséquents nécessaires à l'établissement d'une économie durable. Sur ce point, l'approche d'Aglietta est très top-down, tout comme il fait peu de cas du défi consistant à légitimer démocratiquement le fédéralisme européen qu'il propose.

A première vue, on peut aussi trouver qu'au-delà des énoncés théoriques anti-libéraux d'Aglietta, ses propositions concrètes de partenariats privé-public ou de trajectoires crédibles des finances publiques sonnent un peu « gauche molle ». Mais en les étudiant attentivement - le style d'écriture demande une certaine concentration - on voit bien que l'auteur est très attaché à l'orientation sociale et au primat de la politique.

En fin de compte, Aglietta et Nikonoff s'opposent sur le choix à faire mais pas sur la nature des alternatives - Nikonoff nous fait bien entrevoir une solution fédérale, mais la tient pour irréaliste. Le risque est que les politiques de centre-droite continuent à mener le bateau européen jusqu'au point de non-retour, où l'une des deux options aura disparue et le caractère nationaliste de l'autre dominera les aspects progressistes.

Zone euro, éclatement ou fédération, Michel Aglietta, Michalon Editions, 2012.

THEMA

AU-DELÀ DU LIBÉRALISME

Sortons de l'euro !

Raymond Klein

Y a-t-il une alternative aux politiques d'austérité dans le cadre d'une Union monétaire rigide ? Jacques Nikonoff analyse la possibilité de sortir de l'euro et les raisons pour le faire.

« Un spectre hante l'Europe : la sortie de l'euro ! » Dès la première ligne de son livre, Jacques Nikonoff annonce la couleur : rouge profond. En reprenant pour sa cause la célèbre phrase de Marx, il attribue à la sortie de l'Union monétaire une valeur stratégique, et aux adeptes de cette sortie une qualité de résistants à l'« opération d'effolement de la population », menée par les politiciens et médias mainstream. Le livre a été rédigé en 2011 pour le compte du Mouvement politique d'éducation populaire (MPEP) et reste sans doute le meilleur résumé des arguments progressistes en faveur d'un abandon de la monnaie unique. Nikonoff a été membre du collège exécutif du parti communiste avant de devenir président d'Attac en 2002. Evincé de la direction de l'association après des luttes intestines en 2006, il poursuit son travail d'économiste pédagogue engagé au sein du MPEP.

Le scepticisme de Nikonoff à l'égard des politiques européennes ne date pas d'hier. L'auteur a joué un rôle important lors de la décision d'Attac, fin 2004, de faire campagne pour le non au référendum sur le traité constitutionnel européen. Toute la première partie du livre est consacrée à montrer combien est négatif le bilan de l'euro. Ainsi, Nikonoff démonte un

certain nombre de mythes, tels celui d'une monnaie unique qui nous protégerait des méfaits de la spéculation. Pour lui, « l'euro a été un accélérateur de la destruction d'emplois et de l'insécurité de la condition salariale », et « la politique monétaire a été menée contre l'emploi ». Chiffres à l'appui, il affirme aussi que la baisse des taux d'intérêts n'est pas due à la politique monétaire mais à une évolution générale. On restera sceptique par rapport à certaines argumentations comme celle - développée en détail - sur « l'inflation masquée » depuis le passage à l'euro. Enfin, que dire quand Nikonoff dénigre le confort que représente la monnaie unique pour les voyageurs en invoquant le « dépaysement » et « l'expression des cultures et des traditions » que représenterait le maniement des billets et pièces étrangers ?

Des olives pour les Allemands

C'est quand il revient sur le déroulement de la crise, d'abord outre-Atlantique, puis sur le Vieux continent, que Nikonoff brille vraiment par ses talents de pédagogue. Les formulations restent à tout moment intelligibles, il explique en détail les concepts parfois sophistiqués qu'il utilise, et les notes de bas de page, qu'elles portent sur le « Conseil européen » ou sur les « subprimes » ne sont jamais rébarbatives mais au contraire très utiles. Le livre défend l'idée que la crise aurait été aggravée par l'euro : « Si chaque pays avait conservé sa propre monnaie (...) la

Allemagne,
ôte-toi de
mon soleil !



4SEASONS / STOCKXCHNG

crise des subprimes ne se serait pas propagée à l'Europe comme elle l'a fait. Dès avant la crise, certains pays auraient eu besoin d'une politique de taux d'intérêt faibles pour relancer l'activité économique, tandis que dans d'autres il aurait fallu éviter d'alimenter les bulles spéculatives. « Au total, une politique monétaire unique appliquée à des situations économiques divergentes n'a fait qu'accentuer les inégalités et les déséquilibres de toutes sortes. »

Après avoir ainsi documenté la nocivité de l'Union monétaire, Nikonoff s'attache à démontrer la possibilité d'une sortie de l'euro. Il conviendrait d'annuler les plans d'austérité et de répondre à la spéculation et à la hausse des taux subséquente par un défaut de paiement. L'auteur analyse les conséquences d'un tel défaut, sans tomber dans le « yaka », ... ni sans humour. Ainsi, il propose que dans les accords de restructuration, les Grecs, traités de « cueilleurs d'olives » par des dirigeants allemands, prévoient de rembourser les banques internationales - en olives !

Rappelons que « Sortons de l'euro ! » a été écrit avant les élections françaises et avec l'espoir d'un gouvernement dans lequel la « gauche rouge » jouerait un rôle important. D'où l'importance d'insister sur le fait qu'il ne suffirait pas de sortir de l'euro et de procéder à une dévaluation compétitive de la monnaie française. « Sortir de l'euro (...) serait le moyen de trouver des financements en dehors des marchés financiers internationaux et de mener une politique de

rupture avec l'eurolibéralisme. » Clairement, Nikonoff se situe dans une logique d'affrontement avec le capitalisme financier - et a peut-être inspiré François Hollande quand celui-ci, en janvier dernier, a surpris tout le monde en déclarant : « Mon véritable adversaire (...) c'est le monde de la finance » (woxx 1149). Il est vrai que l'ex-président d'Attac déclare la guerre totale aux marchés financiers : « Les réguler ne suffit plus, ce serait totalement inadapté à la situation actuelle, il faut les démanteler. » Tout en expliquant, toujours nuancé, toujours pédagogue, quel système financier on y substituerait.

Europe des nations, sauce tomate

Evidemment, une telle mainmise de l'Etat sur la finance ne pourrait se faire en laissant ouvertes les frontières. Pour Nikonoff, il convient de « contrôler les changes et les mouvements de capitaux », et même de réduire drastiquement les importations, afin de maintenir en équilibre la balance des paiements. Cette abolition du libre-échange est justifiée par le constat que « l'augmentation du commerce international, censée résulter de la suppression des barrières douanières, ne favorise pas la croissance économique, et encore moins une croissance économique fondée sur le respect des travailleurs et de l'environnement. » De la pure nostalgie nationaliste ? Nikonoff s'en défend et met en avant une « Europe de gauche » ... à 49 pays, sans cen-

tralisme « dangereux » et avec une « monnaie commune » à l'image de l'écu au sein du système monétaire européen d'avant 1999.

Pour le lecteur attentif, cela pèse peu face à des développements beaucoup moins internationalistes. Ainsi, Nikonoff ne se contente pas de faire le procès de la « culture politique allemande » et sa « phobie » de l'inflation, ce qui est de bonne guerre. Sur une centaine de pages, il dénonce ce qu'il appelle « la nouvelle question allemande », la manière dont l'Allemagne profiterait des délocalisations vers l'Europe de l'Est pour réduire ses coûts et succomberait à une « tentation impériale ». Quant à la gauche allemande, Nikonoff la considère comme une sorte d'allié objectif des classes dirigeantes, incapable de dépasser l'« européisme » et la culture du consensus. « Alors, puisqu'il y a divorce des conceptions, n'est-il pas temps de se séparer de l'Allemagne ? », demande-t-il.

Au fil des pages, on constate que l'auteur ne tient pas seulement un discours pragmatique et bien argumenté : en résumé, l'euro, dans le cadre des traités actuels, empêche des politiques raisonnables et progressistes. Nikonoff a aussi en tête un projet politique : un socialisme relativement étatiste, qu'il ne croit pas réalisable dans un cadre européen : « ... la souveraineté populaire a besoin d'un espace pour s'incarner. Seul celui de la nation est pertinent, il n'y a pas d'au-delà de la nation, pour l'instant, en matière de souveraineté populaire et de machinerie institu-

tionnelle et constitutionnelle qui en permette l'expression. »

Disons le clairement : on n'a pas l'impression que Nikonoff regrette de devoir se rabattre sur l'échelle nationale, bien au contraire. Rappelons qu'en 2011, les débats à gauche portaient justement sur la question de la démondialisation (woxx 1159). Le parti pris souverainiste de Nikonoff, parfois argumenté, parfois occulté, amènera ceux qui ne le partagent pas à une appréciation ambivalente du livre. Il est utile, voire irremplaçable en matière de critique pertinente de l'Union monétaire existante et de l'univers idéologique dans lequel elle a été conçue. Mais « Sortons de l'euro ! » convainc beaucoup moins au niveau des alternatives proposées et notamment des arguments en faveur d'une sortie. Mis à part l'argument que voici ... au vu d'un éclatement de plus en plus probable : « Une telle explosion [de la zone euro], au demeurant, n'est pas souhaitable. Il vaut mieux décider de sortir consciemment de l'euro, à froid, en ayant le soutien des populations et dans la perspective de rompre avec le néolibéralisme, sans se fâcher avec ses voisins. »

Sortons de l'euro, Jacques Nikonoff, Mille et une nuits, 2011